

Réunion d'information sur la participation de la CE aux processus des Nations unies relatifs aux objectifs de développement durable

8 juin 2022
13:00h — 15:00h CET

Des représentants de la direction générale des partenariats internationaux de la CE ont organisé une réunion d'information pour: informer les membres du FPD sur la situation actuelle des travaux de l'UE en faveur des ODD, tant au niveau central qu'en relation avec les partenariats internationaux; partager les priorités de l'UE pour le forum politique de haut niveau de 2022; et communiquer un aperçu de la planification sur les travaux préparatoires de l'examen volontaire de l'UE (EUVR) sur la mise en œuvre des ODD, qui doit être adopté en 2023. Au début de la réunion, le nouveau coprésident du FPD pour les autorités locales, **Fabrizio Rossi**, secrétaire général du Conseil des communes et régions d'Europe CCRE-CEMR, a été accueilli. Il a exprimé ses remerciements au groupe et son espoir que le FPD continuera d'être un processus inclusif qui intègre les gouvernements locaux.

Carlos BERROZPE GARCÍA (expert principal, chef de secteur sur la mise en œuvre des ODD, dans l'unité D2 — Politique de développement durable et partenariats mondiaux avec l'ONU et les IFI) a ensuite présenté le point sur l'état d'avancement des ODD. Il a expliqué comment la Commission von der Leyen a renforcé l'intégration des ODD et que les ODD figurent dans tous les domaines d'activité de la CE, y compris dans les orientations politiques, les lettres de mission, les programmes de travail de la Commission et les initiatives clés telles que le pacte vert. Il a montré comment les ODD font partie de la communication sur l'amélioration de la réglementation et sont intégrés dans la programmation et les rapports annuels. (Présentation disponible sur la page [cap4.dev](#))

Nicolas Stötzel (chef d'unité adjoint, INTPA D1 — Politique de développement efficace et équipe Europe) a ensuite présenté la stratégie du Portail Mondial (Global Gateway), qui est intégrée dans le programme à l'horizon 2030 et les ODD. Dans le paysage mondial complexe d'aujourd'hui, il y a un grand besoin d'une approche plus globale qui a donné naissance à l'approche de l'équipe Europe et qui a montré la nécessité d'améliorer la connectivité mondiale. La réponse de la CE est une «alternative fondée sur les valeurs qui crée des liens et non des dépendances». Elle repose sur les principes directeurs suivants: des valeurs démocratiques et des normes élevées; bonne gouvernance et transparence; a) Partenariats égaux; vert et propre; axé sur la sécurité; catalyser les investissements du secteur privé et ses priorités d'investissement, notamment le numérique; le climat et l'énergie; les transports; la santé; éducation et recherche. Le Global Gateway a l'intention de mobiliser des investissements d'environ 300 milliards d'euros jusqu'en 2027 et sera livré principalement via Team Europe Initiatives (TEI). (Présentation disponible sur la page [cap4.dev](#))

Carlos a ensuite complété ces deux présentations en faisant le point sur la contribution de l'UE au Forum politique de haut niveau (FPHN) à New York en juillet (sur le thème de comment mieux tirer parti de la COVID-19 tout en faisant progresser le programme à l'horizon 2030), en partageant qu'il y aura une déclaration ministérielle et que les messages clés de l'UE sont en cours de négociation au sein du groupe du Conseil sur le programme à l'horizon 2030. Lors du FPHN de l'année prochaine, l'UE prévoit de présenter le premier examen volontaire de l'UE sur la mise en œuvre des ODD, un document d'importance politique et un effort collectif avec les États membres. L'EUVR abordera les questions de gouvernance, le suivi et l'établissement de rapports et comprendra des consultations avec les parties prenantes. Il mettra l'accent sur l'action interne, l'action extérieure et la cohérence des politiques entre les deux. L'aspect extérieur de l'EUVR intégrera les engagements pluriannuels prévus en matière de rapports, à savoir le rapport de synthèse conjoint sur la mise en œuvre du consensus et l'établissement de rapports sur la cohérence des politiques au service du développement. Un questionnaire a déjà été envoyé aux États membres et le processus d'engagement des parties prenantes est en cours d'élaboration, avec l'intention

d'utiliser de multiples lieux de sensibilisation au processus. Les modalités de participation des parties prenantes seront examinées en détail dans le cadre du processus interne de validation de l'EUVR.

La parole a ensuite été ouverte pour les questions et les commentaires, dont les points clés sont résumés ici:

EUVR et processus de consultation

Il a été proposé que l'EUVR figure dans le programme de travail de la Commission de 2023 et sera l'une des principales initiatives de l'ensemble de la CE l'année prochaine. Le secrétaire général coordonne l'exercice, sous l'autorité du cabinet de la présidente von der Leyen. Le groupe interservices sur les ODD a déjà été activé pour cet exercice. L'EUVR est un document politique qui doit d'abord être complété par des annexes de chaque ODD. C'est l'occasion de faire des choses que le Parlement européen et les parties prenantes veulent faire pour promouvoir la mise en œuvre des ODD, au-delà de la simple présentation de rapports. Aux Nations unies, cela devrait être considéré comme venant d'Europe, car il n'y a pas de différenciation entre l'UE, la CE, etc., et c'est donc l'occasion de promouvoir l'approche de l'équipe européenne.

Le mécanisme de consultation et d'engagement des parties prenantes (tels que le FPD) est toujours à l'étude. Le processus est complexe en raison de la multiplicité des organisations impliquées, compte tenu de la portée globale des ODD. Les participants (y compris les coopératives, les syndicats, les employeurs, les autorités locales et les ONG) ont exprimé une forte volonté de s'engager dans le processus de l'EUVR et il a été noté que le FPD serait heureux d'accueillir de futures discussions. La décision de préparer un EUVR inclut l'intention d'améliorer la consultation sur les ODD dans le cadre du processus. Les participants ont souligné la nécessité d'un rôle reconnu et actif des OSC et d'un espace libre permettant aux communautés de participer à la conception, à la mise en œuvre et à la surveillance des systèmes.

En ce qui concerne le processus, des recommandations spécifiques ont été formulées:

- Veiller à ce que l'UE relie et complète les processus existants d'OSC autour du FPHN, y compris les forums continentaux régionaux préparatoires (par exemple, le Forum Asie-Pacifique sur le développement durable tous les mois de mars) en vue du FPHN annuel de juillet.
- Associer fortement les délégations de l'UE, car c'est aux niveaux local et national que davantage d'organisations de la société civile et d'autorités locales pourraient participer au processus de consultation. Notez que de nombreuses administrations locales produisent leurs propres examens volontaires locaux, qui devraient alimenter les VNR.
- Contactez potentiellement BusinessEurope et l'Organisation internationale des employeurs (OIE) sur le volet «action extérieure» en tant que dirigeants du groupe des entreprises et de l'industrie au FPHN. Ils ont lancé des processus pour que les PMA et les pays en développement interagissent avec les coordonnateurs résidents des Nations Unies pour une meilleure coordination nationale des RPV pour les organisations d'employeurs et les PME, et avec le secteur privé dans son ensemble.

En ce qui concerne le contenu de l'EUVR, il a été suggéré de se concentrer spécifiquement sur l'ODD 17. Le dialogue social au sein de l'UE pourrait être un exemple clair. Étant donné que le dialogue social n'est pas fort dans tous les pays, il est important de voir dans quelle mesure l'UE inclut les employeurs, les syndicats, etc. dans la mise en œuvre des ODD. La CSI a proposé de partager ses données et ses analyses à cet égard. L'importance des syndicats a été reconnue et il a été noté que la lutte contre les inégalités constituera probablement une partie visible de l'EUVR.

Responsabilité du secteur privé

Il a été souligné que les investissements du secteur privé ont tendance à aller vers les pays à revenu intermédiaire et qu'il reste difficile d'obtenir des investissements dans les pays les plus pauvres. Nicolas a précisé que le Portail Mondial n'a pas l'intention de transférer des fonds des PMA vers les PMI, mais d'encourager le secteur privé à investir dans des domaines qui ne sont pas suffisamment attrayants. La nécessité d'un soutien du secteur privé est reconnue, étant donné que les enveloppes financières sont limitées. Il a noté la préoccupation suscitée par la création d'une dette plus insoutenable et le fait que des normes existent dans le FEDD+ afin d'éviter de créer de nouvelles dépendances.

L'évasion et la fraude fiscales constituent un obstacle au financement du développement. Nicolas a noté que la CE dispose de dispositions strictes à ce sujet dans son règlement financier et dans ses accords avec les IFD pour éviter cette situation. La balle est sur le terrain des États membres pour appliquer les mêmes normes.

Les participants ont souligné la nécessité d'un mécanisme de responsabilisation au sein du Portail mondial afin de régir les relations avec le secteur privé et de réglementer les investissements. Aucun nouveau mécanisme n'est inclus dans la communication Global Gateway; toutefois, les répondants de la CE ont fait remarquer que des mesures de protection sont en place et que des normes existent pour le secteur privé qui reçoit des fonds. Il existe une législation sur la finance durable, le devoir de diligence, les dimensions sociales, les accords commerciaux, etc.

Rôle des gouvernements locaux

Les représentants des gouvernements locaux et régionaux ont demandé où ils se situaient et ont encouragé la mention explicite de l'administration locale et la place des institutions à l'avant-garde du Portail Mondial. Les six fenêtres du FEDD+ comprennent: La connectivité; Les MPME; l'agriculture, la biodiversité, les forêts et l'eau; des villes durables; la finance durable et le développement humain. Les autorités locales pourraient faire partie des séminaires régionaux qui seront organisés sur le Portail Mondial.

D'autres consultations avec le FPD sur les ODD et Le Portail Mondial

La Commission s'est déclarée prête à continuer de consulter et d'interagir avec les parties prenantes, y compris avec le FPD, au sujet des modalités à déterminer, en ce qui concerne la mise en œuvre des ODD et en particulier la préparation de l'EUVR et le déploiement de la stratégie de passerelle mondiale, en soulignant l'interconnexion entre ces efforts.